

**www.lesoir.be**

Date: 21-10-2021

Periodicity: Continuous

Journalist: -

Circulation: 0

Audience: 472888

https://www.lesoir.be/401778/article/2021-10-20/bruxelles-le-bouwmeester-critique-par-les-architectes-francophones#_ga=2.224558042.1751939188.1634811089-1718592910.1634811089

Bruxelles: le bouwmeester critiqué par les architectes francophones



Le bouwmeester Kristiaan Borret est considéré comme un pragmatique mais sa personnalité ne plaît pas à tous. - D.R.

Le bouwmeester bruxellois attribue-t-il trop de marchés publics à des bureaux d'architecte néerlandophones ? Interpellé par plusieurs membres, l'Ordre francophone a dressé des statistiques et lance le débat autour d'une fonction peu connue et d'une personnalité qui ne plaît pas à tout le monde...

Ça a commencé par des rumeurs, des architectes francophones qui s'adressent à leur Ordre pour se plaindre de la manière dont le bouwmeester maître architecte (BMA) bruxellois attribue les concours. Et surtout à qui il les attribuerait. « Majoritairement à des bureaux d'architecte hors de Bruxelles », explique Frédéric Lapôte, secrétaire général du Conseil francophone et germanophone de l'Ordre des architectes. « Ils prétendaient que parfois certains bureaux flamands étaient avantagés. » Or, Kristiaan Borret, l'actuel BMA, dont le rôle est « d'encadrer les marchés en vue de garantir la qualité architecturale et paysagère des projets publics », est Bruxellois néerlandophone.

L'Ordre a donc dressé ses propres statistiques sur base du rapport d'activité 2020 du bouwmeester : 30 des 48 concours ont été remportés par des bureaux bruxellois, huit par des francophones. Soit 26 % remportés par des bureaux d'architecte bruxellois francophones quand ceux-ci représentent 93 % de tous les bureaux bruxellois.

Pour Francis Metzger, qui s'exprime en tant que vice-président du Conseil francophone et germanophone de l'Ordre des architectes, « il n'est pas bon d'être architecte bruxellois dans les projets du BMA et il est encore moins bon d'être francophone ».

Le chiffre a fait tiquer au sein de l'Ordre qui « n'a pas voulu tirer de conclusions hâtives », précise Frédéric Lapôte, et a donc choisi d'organiser une rencontre entre le BMA et les architectes francophones. « Jusqu'au dernier jour, on avait le sentiment qu'il n'allait pas venir », commente-t-on en interne.

La vie dans la capitale n'aura plus de secret pour vous ! Je m'inscris

Lors de cette table ronde qui a eu lieu vendredi et que plusieurs qualifient de « tendue », une trentaine de questions – ce qui reste assez peu par rapport aux 2.500 architectes bruxellois, reconnaît le président de l'Ordre Philippe Meilleur – ont été posées à Kristiaan Borret sous le couvert de l'anonymat. Si certaines ont trouvé réponse devant l'assemblée de 80 personnes, dont des élus bruxellois, d'autres non, laissant auprès de certains « un sentiment d'injustice » et une certaine « méfiance » vis-à-vis d'un maître architecte dont ils « remettent en cause la neutralité ». « L'assemblée était très hostile », relate un témoin, connaisseur des questions urbanistiques. « J'ai vu quelqu'un mis sur la sellette qui a raconté beaucoup de carabistouilles. C'est le deuxième mandat du BMA. On ne tiendra pas un deuxième mandat comme ça. »

Ce qui est dénoncé, c'est une « grande opacité » dans le travail de sélection des projets par le bouwmeester. « De 25 à 30 candidats au départ, il en choisit cinq et on ne sait pas comment. Il y a ensuite un lauréat au second tour », assure Francis Metzger. « Le BMA a été choisi par le gouvernement bruxellois et il y a un glissement économique vers des architectes néerlandophones avec des entreprises qui le sont tout autant. Il travaille avec son terreau d'Anvers (de 2006 à 2014, Kristiaan Borret a occupé la fonction de stadsbouwmeester de la Ville d'Anvers, NDLR). Je ne pourrais pas dire qu'il y a malversation dans tout ça, je ne crois pas que ce soit délictueux, je crois que c'est plutôt de la maladresse. »

La conséquence de tout ça : « Les architectes francophones ne participent presque plus à ces concours qui sont des marchés de première importance, à savoir tous les marchés publics de la Région de Bruxelles-Capitale », d'après Francis Metzger. Et « meurent, perdent des clients », selon un proche du secteur.

Figure de « fantômes »

Pourtant, pour Kristiaan Borret, au contraire, les concours sont plus transparents qu'auparavant : « C'est régi par la législation des marchés publics avec l'inspection des finances et la tutelle qui relisent les cahiers de charge. Les meilleurs gagnent dans les concours et le système est tellement élaboré que je suis convaincu que la manipulation est impossible. Comme les concours sont plus ouverts, plus transparents, plus connus, ils se sont démocratisés et attirent plus d'architectes. Un seul lauréat sur trente candidats, cela fait aussi plus de mécontents et de malheureux ou de frustrés. »

Derrière la figure du BMA, se trouve en réalité une équipe de quinze personnes et les comités de sélection sont composés de membre(s) de son équipe mais aussi d'experts et du maître d'ouvrage, qui est la plupart du temps une instance publique (comme Citydev, un ministère, une commune ou la Société du logement de la Région de Bruxelles), avec l'obligation de produire des rapports – qui restent non publics – à différentes étapes de la sélection et de les adresser aux candidats.

De cette réunion, le bouwmeester tire trois leçons : « Il faut vraiment continuer à travailler sur la réduction des charges des concours qui deviennent problématiques pour les candidats. Ensuite, pour une certaine partie des architectes, il y a un manque de connaissance et une méfiance vis-à-vis du BMA. Je vais donc reprendre les séances d'informations et de formation sur les concours et leur fonctionnement que j'avais lancées avant le covid.

Enfin, ce que je retiens aussi, c'est qu'il y a beaucoup de fantasmes qui subsistent autour de la fonction de BMA. C'est toujours une nouvelle chose qui n'est pas complètement comprise, contrairement à la Flandre où la fonction existe depuis beaucoup plus longtemps. »

Se remettre en question

Mais revenons-en aux chiffres. « Kristiaan Borret ne veut pas en parler, mais moi aussi, je suis mal à l'aise », souligne Philippe Meilleur. « S'il y a un tel décalage et que ce n'est pas lié à la langue, c'est un problème de compétence ? Je ne comprends pas pourquoi tout à coup, il y aurait un problème de compétence francophone. » Frédéric Lapôte ajoute : « On n'en fait pas un problème communautaire. On pose les chiffres sur la table et on pose la question. Il y a peut-être aussi l'aspect culturel. Le BMA a une certaine vision de l'architecture et l'architecture flamande n'est peut-être pas la même que l'architecture francophone. »

Dans le métier, Flamands et francophones ont évolué différemment au fil des ans, selon Géry Leloutre, cofondateur du bureau bruxellois Karbon' et professeur à l'ULB. « Il faut admettre que les grands bureaux francophones se sont profilés techniciens. Ce ne sont pas des bureaux qui développent une vision très claire ou tentent d'exister dans le débat architectural mais qui choisissent de gros projets d'exécution pour faire tourner la boîte. En Flandre, il y a des structures ultra-outillées, capables de concilier production et propos architectural. » Tandis que les petits bureaux francophones dotés d'une vision n'ont en général pas les reins suffisamment solides, ni le réseau nécessaire dans le monde économique pour faire supporter des projets importants, ajoute-t-il.

À l'origine de cette différence, une vision wallonne où « l'architecture a été longtemps liée à l'essor industriel et vue comme un problème plutôt que comme une solution » face une vision flamande où « le développement comme entité culturelle au sein de la Belgique est notamment passé par l'architecture ». La difficulté à exister autrement que comme un constructeur de villas quatre façades au Sud face à la nécessité de faire de la belle architecture au Nord, avec les Pays-Bas voisins comme fer de lance de l'architecture contemporaine dans les années 90. Et cela vient aussi du fait qu'il existe en Flandre une politique architecturale, via la mise en place de bouwmeesters et la politique culturelle, depuis vingt ans, souligne Lisa De Visscher, rédactrice en chef du magazine belge d'architecture A+ et professeure à l'ULiège.

D'ailleurs, la Belgique (pas la seule Flandre, donc) est aujourd'hui considérée comme « le pays le plus intéressant au niveau architectural », précise-t-elle. « Il n'y a pas une différence entre les cerveaux francophones et flamands, mais une certaine avance, aisance, expérience qui continue peut-être de favoriser certains bureaux néerlandophones sur le marché », expose Géry Leloutre. « Arrêtons de s'exciter, regardons les choses en face. Il faut se remettre en question. Et le bouwmeester essaie de remonter le niveau de la conception. C'est un pragmatique. »

Un pragmatique dont la personnalité ne plaît pas à tous. « M. Borret est quelqu'un qui n'aime pas qu'on remette en question sa manière de travailler », abonde Philippe Meilleur. « Il se remet peu en question et n'écoute pas les critiques », observe un élu. « Il a peut-être aussi donné un coup de pied dans une fourmilière qui n'a pas bougé depuis longtemps... »

Ainsi, selon certains, les critiques à l'encontre de Kristiaan Borret ne seraient que la revanche d'une « génération old school » qui avait la mainmise sur les marchés et se serait sentie dépossédée par les concours du BMA. « Il y avait une espèce de routine de copinage, de réseau, que la fonction du bouwmeester a participé à faire éclater », selon Géry Leloutre, membre du collectif DiSturb qui a milité pour l'instauration d'un bouwmeester bruxellois.

Lundi devant le parlement



Que fait-on ? Pour l'heure, il n'y a ni crise de confiance, ni rupture, assure Philippe Meilleur. En mettant ces questions sur la table, l'Ordre des architectes estime avoir fait le job. « Nous allons retourner vers le monde politique, qui reste notre interlocuteur privilégié, avec des suggestions », expose Philippe Meilleur. « Notre but est d'améliorer les conditions d'exercice des architectes, que cela soit plus clair, plus transparent. Parce que cela reste des montants gigantesques. »

Hasard du calendrier, le bouwmeester doit être entendu lundi en commission du Développement territorial au Parlement bruxellois pour y présenter son rapport annuel. « La balle est dans le camp du politique », affirme Frédéric Lapôte. « Nous sommes à la disposition du parlement pour être entendus aussi », ajoute Francis Metzger. « Aujourd'hui, on représente des gens qui n'osent pas parler. On devrait suspendre toute l'organisation de ces concours et faire un cadastre. Ça fait sept ans qu'il est là. Est-ce bien d'avoir un BMA ? Surtout dans des circonstances pareilles... »

Une évaluation du Code bruxellois de l'aménagement du territoire (COBAT), qui définit le rôle du bouwmeester, est prévue en 2022. Ce sera l'occasion d'analyser le travail du bouwmeester, souffle un membre de la majorité.

Qu'est-ce qu'un bouwmeester?

La fonction de bouwmeester est née aux Pays-Bas au XIXe siècle. Les missions du « maître architecte du royaume » concernaient les projets dont l'Etat était maître d'ouvrage. Le premier bouwmeester belge apparaît en Flandre en 1999 et est alors « chargé de soutenir le gouvernement dans son rôle de maître d'ouvrage exemplaire et de promouvoir une culture architecturale par le biais de concours, de prix et de projets pilotes », explique le bouwmeester maître architecte (BMA) sur son site. Se dotent ensuite d'un bouwmeester les villes d'Anvers en 2000, de Bruxelles 2009, de Charleroi en 2013 et de Gand en 2017. Tandis que la Fédération Wallonie-Bruxelles dispose d'une Cellule architecture depuis 2003, la Région wallonne a récemment annoncé son intention de se doter d'un bouwmeester.

A Bruxelles, « le BMA est hébergé au sein de l'administration perspective.brussels et travaille de manière transversale avec toutes les instances ayant un impact sur le développement urbain de Bruxelles, aussi bien au niveau fédéral, communal que régional », explique-t-on sur son site.

Après Olivier Bastin désigné BMA pour une durée de cinq ans, Kristiaan Borret le succède en 2015 et est nommé pour un second mandat en 2020. Il met actuellement sur pied un peer review, une enquête externe sur le fonctionnement du BMA. Ingénieur civil-architecte de formation (KULeuven), Kristiaan Borret a aussi un baccalauréat en philosophie (KULeuven) et en science politique et affaires publiques (UCLouvain) ainsi qu'un Master en urbanisme à Barcelone. De 2006 à 2014, il a été stadsbouwmeester de la Ville d'Anvers et depuis 2017, il est pour la Ville d'Amsterdam supervisor de divers projets. En 2013, il a reçu le Prix biennal d'architecture décerné par la Communauté flamande.